

CONVOCATION À LIMA

Sommet des Peuples: Enlazando Alternativas 3

Pour la troisième fois depuis 2004, nous réaliserons à Lima (Pérou), en mai 2008, la rencontre Enlazando Alternativas 3 (EA3) promue par divers mouvements sociaux ainsi que des Organisations non-gouvernementales d'Europe, d'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC). Cette rencontre est conçue comme un Sommet des Peuples des deux continents. Notre rendez-vous se déroulera parallèlement au cinquième Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernements de l'ALC et de L'UE, la plus importante expression politique des relations entre les gouvernements respectifs de ces deux régions. Le cadre politique bi régional dans lequel ces événements auront lieu est sans aucun doute de la plus haute importance pour l'avenir de nos peuples.

Dans l'ALC, les mouvements sociaux où se rejoignent des communautés indigènes, organisations paysannes, des syndicalistes, des organisations d'immigrés, des jeunes, des femmes, des communautés issues de l'immigration africaine, des défenseurs de l'environnement entre autres, ont réussi à freiner les « pires » effets des politiques économiques et sociales appliquées tout au long des années 90', connues comme le Consensus de Washington qui engendrèrent à la fois la crise, la pauvreté, la privatisation et la « transnationalisation » de nos sociétés.

Ces dernières années, l'éventail des mouvements sociaux qui parcourent le continent latino-américain s'est à bien des égards consolidé, et ce, tout en promouvant des expériences alternatives. Nous en voulons pour preuve les mobilisations de paysans pour la souveraineté alimentaire, celles des peuples autochtones (les peuples indigènes) pour la défense de leur terre et de ses ressources, celles des travailleurs pour un salaire digne et des droits sociaux, celles des femmes, les mobilisations contre l'impunité ou encore celles des émigrés latino-américains qui vivent aux Etats-Unis pour la reconnaissance de leurs droits. Entre autres succès, ces luttes ont permis, dans plusieurs pays, à des représentants politiques aspirant à un changement social d'accéder à divers postes au gouvernement. Un nouveau front a été ouvert récemment pour combattre toute forme de incrimination de ces luttes imposée par plusieurs gouvernements de la région.

En ce qui concerne L'UE, la situation est marquée par une attaque généralisée de l'ensemble des droits et des conquêtes économiques, politiques, sociales et environnementales que les peuples du « Vieux Continent » avaient, des années de lutte durant, mené à bien.

Cette offensive a pour fer de lance la stratégie que met en place et promeut le grand capital (les transnationales, le capital financier et les gouvernements européens), celle-ci se voit stipulée tout d'abord dans le « Traité Constitutionnel de l'Union Européenne » rejeté en 2005 lors des référendums de France et d'Hollande, puis corroborée par le projet de « Traité sur le fonctionnement de l'UE » et par les orientations prévues par « l'Agenda de Lisbonne ».

Ceci se traduit de surcroît par la Stratégie de l'UE appelée « Europe globale, compétitive dans le monde », un document dans lequel on peut retrouver l'agenda commercial extérieur dans tout ce qu'il comporte d'agressif et l'offensive du marché intérieur. Cette stratégie a pour dessein d'améliorer la compétitivité des corporations européennes au détriment des peuples et de l'environnement en Europe et dans les « pays du Sud ».

Face à cette offensive, les mouvements sociaux ainsi que certaines organisations ont mis en place diverses formes de résistance comme le démontrent les luttes contre la directive Bolkestein, particulièrement dangereuse pour le maintien des services publics et le respect du droit des travailleurs, les luttes contre la guerre et la montée du militarisme, contre l'idée d'une « Europe forteresse » qui tend à fermer ses frontières à l'immigration, ou encore contre le changement climatique. Pensons notamment aux mobilisations contre la précarité dans le travail et l'exclusion sociale qui ne cesse de s'accroître dans toute l'Europe.

Nous, les peuples d'Europe, d'Amérique Latine et des Caraïbes sommes actuellement touchés par ce que l'on appelle le capitalisme mondial qui se traduit aussi et surtout par la multiplication des accords de libre commerce et la libéralisation des investissements. Autant de manoeuvres pour accentuer les privilèges du Capital sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Europe du Capital et ses gouvernements promeuvent ainsi une politique de reconquête de l'Amérique Latine, alors même que nous allons fêter le bicentenaire du début des guerres d'indépendance.

L'UE négocie en ce moment même de nouveaux accords commerciaux et de protection des investissements, déguisés en Accords d'Association Economique et en Coopération avec la Communauté Andine des Nations, avec l'Amérique Latine et des Caraïbes. L'UE veut, par là même, renouer les négociations avec le Mercosur. Elle veut donc étendre le domaine de ses transnationales comme elle l'a déjà fait avec le Mexique et le Chili.

Au vu de tout cela, ainsi que nous l'avons fait en 2004 à Guadalajara (Mexique) et à Vienne en 2006 (Autriche), nous luttons pour de nouvelles convergences solidaires entre les peuples d'Amérique Latine, des Caraïbes et d'Europe pour construire un espace politique, une mobilisation « bi régional » qui unisse les luttes actuelles, les résistances populaires émergentes et les visions alternatives, et qui, dans le même temps, fasse du mécontentement social une forme politique de pression populaire. Nous résistons et agrégeons nos forces à celles d'autres mouvements qui visent à déjouer les politiques néo-libérales appliquées dans nos deux continents.

Nous souhaitons créer un agenda de propositions constitué de projets et d'alternatives communes qui recueillent les meilleures idées avancées par les mouvements sociaux. Nous voulons attirer une large participation populaire pour diffuser les thèmes qui seront discutés lors du Sommet officiel et y opposer éventuellement une parole critique.

A Lima, en mai 2008, non seulement nous mettrons en place des espaces d'analyse critique sur les relations UE-ALC, en y incluant les Accords d'Association, le comportement des multinationales, le militarisme et la criminalisation des mouvements sociaux dans les deux continents, mais en outre nous installerons un Tribunal des Peuples pour juger le système de pouvoir des transnationales européennes, tant en Amérique latine et dans les Caraïbes que dans l'UE.

Les organisateurs du Sommet des Peuples « Enlazando Alternativas 3 » et ses signataires invitent tous ceux qui s'identifient aux réseaux sociaux et aux mouvements de la société civile à se rendre à Lima pour participer activement et en toute solidarité aux discussions sur la nouvelle alliance transatlantique, fondée sur les droits de l'homme, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur la démocratie participative, la justice sociale et la paix.

**Pour plus d'informations sur le Sommet des Peuples à Lima:
www.enlazandoalternativas.org**